



HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME • OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS
PALAIS DES NATIONS • 1211 GENEVA 10, SWITZERLAND
www.ohchr.org • TEL: +41 22 917 9445 • FAX: +41 22 917 9006 • E-MAIL: srwatsan@ohchr.org

REFERENCE:

Questions

La rapporteur spécial cherche à développer une typologie des violations courantes relatives aux droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement et de les relier aux causes structurelles sous-jacentes et les rapports de force. Elle compte explorer des pistes pour remédier à ces violations et demander des comptes (mécanismes judiciaires et non judiciaires à l'échelle nationale, régionale et internationale). Tout en se concentrant prioritairement sur le rôle des États, la rapporteur spécial vise également à aborder le rôle des autres acteurs, de discuter de la façon dont les organismes quasi-judiciaires (y compris le CESC sous Protocole facultatif au PIDESC) peuvent mieux s'occuper des cas et doléances et comment les organismes de la société civile peuvent apporter un soutien stratégique en présentant les cas pertinents sur les droits à l'eau et à l'assainissement.

La rapporteur spécial sur le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement vous remercie de répondre aux questions suivantes

1. Quels sont les mécanismes disponibles dans votre pays pour les personnes présumées victimes de violations de leurs droits à l'eau potable et/ou à l'assainissement?
2. Des tribunaux ont-ils statué sur des cas relatifs aux droits de l'homme à l'eau potable et/ou à l'assainissement? Si oui, veuillez indiquer les cas pertinents et joindre les copies de jugements.
3. Des tribunaux ou autres mécanismes ont-ils abordé les questions relatives à l'obligation du gouvernement de prendre des mesures, de planifier, ou de fournir des ressources pour la pleine réalisation des droits à l'eau potable et/ou à l'assainissement? Comment les tribunaux ont-ils abordé ces questions?
4. Des tribunaux ou autres mécanismes se sont-ils occupés de l'obligation de garantir la non-discrimination et l'égalité dans la réalisation des droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement? Quels ordres ont adopté les tribunaux à cet égard?
5. Est-ce que l'institution nationale des droits de l'homme règle des violations présumées des droits de l'homme à l'eau et/ou à l'assainissement? Si oui, veuillez indiquer les cas pertinents et joindre les copies
6. Est-ce que les gens peuvent adresser leurs doléances aux fournisseurs de services, régulateurs ou d'autres mécanismes? Comment fonctionnent ces processus?